

[Allocution prononcée par le président de la République de Cuba, Fidel Castro Ruz, à l'occasion de la remise de l'ordre Carlos Manuel de Céspedes au président de la République bolivarienne du Venezuela, Hugo Rafael Chávez Frías, dans le cadre de sa première visite à Cuba, Théâtre Karl Marx, le 14 décembre 2004](#)
[1]

Date:

14/12/2004

Hugo Chávez, frère et président de la République bolivarienne du Venezuela ;

Chers membres de la nombreuse et prestigieuse délégation du gouvernement vénézuélien qui l'accompagnez ;

Chers participants à cette cérémonie ;

Chers invités,

Quiconque veut savoir qui est Hugo Chávez n'a qu'à se rappeler ce qu'il avait dit dans le Grand Amphithéâtre de l'Université de La Havane, voilà exactement dix ans, le 14 décembre 1994.

J'ai choisi quelques paragraphes de cette allocution. Peut-être trop, pourrait-il sembler, mais vous verrez leur richesse en portée et en sens révolutionnaires.

Comme j'étais allé l'accueillir à l'aéroport, il avait déclaré avec une modestie incroyable :

Quand j'ai eu l'immense et agréable surprise d'être accueilli à l'aéroport international José Martí par lui en personne, je lui ai dit : « Je ne mérite pas cet honneur, j'aspire à le mériter un jour dans les mois et les années à venir. » Et je vous dis pareil, chers compatriotes cubano-latino-américains : Nous espérons pouvoir venir un jour à Cuba en mesure de nous tendre les bras et de nous nourrir mutuellement d'un projet révolutionnaire latino-américain, imbus comme nous le sommes depuis des siècles de l'idée d'un continent hispano-américain, latino-américain et caribéen, intégré comme cette seule nation que nous sommes.

Nous allons sur cette voie, et comme Aquiles Nazoa l'a dit de José Martí, nous nous sentons de tous les temps et de tous les lieux, et nous allons tel le vent derrière cette semence qui est tombée ici un jour et ici, en un terrain fertile, a germé et qui pousse comme ce que nous avons toujours dit - et je ne le dis pas ici maintenant à Cuba parce que je suis à Cuba, et parce que, comme on le dit chez moi, dans le llano vénézuélien, je me sens costaud et soutenu, je le disais dans cette armée vénézuélienne avant que nous soyons des soldats insurgés, je le disais dans les salles, dans les écoles militaires vénézuéliennes - Cuba est un bastion de la dignité latino-américaine et c'est à ce titre qu'il faut la voir.

Il se passe sans doute des choses intéressantes en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ce grand poète et écrivain qui nous appartient, qui appartient à Notre Amérique, Pablo Neruda, a sans doute

profondément raison en écrivant que Bolívar s'éveille tous les cent ans quand un peuple s'éveille.

Nous sommes sans doute à une époque d'éveils, de résurrections de peuples, de forces et d'esprits. Il ne fait aucun doute, président, que cette vague que vous annoncez ou que vous aviez annoncée et que vous continuez d'annoncer dans cet entretien dont j'ai parlé avant, Un grain de maïs, se sent et se constate dans toute l'Amérique latine.

Nous avons osé fonder un mouvement dans les rangs de l'armée nationale vénézuélienne, écoeurés de tant de corruption, et nous nous sommes jurés de consacrer notre vie à la construction d'un mouvement révolutionnaire et à la lutte révolutionnaire au Venezuela, maintenant, dans l'environnement latino-américain.

Nous avons commencé à le faire en l'année du bicentenaire de la naissance de Bolívar. Mais nous voyons que l'année prochaine sera le centenaire de la mort de José Martí, que l'année prochaine sera le bicentenaire de la naissance du maréchal Antonio José de Sucre, que l'année prochaine sera le bicentenaire de la rébellion et de la mort de José Leonardo Chirinos, sur les côtes de Coro, au Venezuela, d'où viennent, soit dit en passant, les ancêtres d'Antonio Maceo.

L'époque actuelle nous appelle et nous pousse : il est temps sans aucun doute de parcourir de nouveau des chemins d'espoir et de lutte. Voilà sur quels chemins nous allons, nous, consacrés maintenant au travail révolutionnaire dans trois directions fondamentales que je vais me permettre de résumer devant vous pour vous inviter à l'échange, pour vous inviter à nouer des liens d'union et de travail, de construction concrète.

Nous sommes attachés tout d'abord à lever un drapeau idéologique adapté et propice à notre terre vénézuélienne, à notre terre latino-américaine : le drapeau bolivarien.

Mais, dans le cadre de ce travail idéologique de révision de l'histoire et des idées qui sont nées au Venezuela et sur ce sous-continent voilà deux cents ans, dans cette plongée dans l'histoire en quête de nos racines, nous avons conçu et lancé devant l'opinion nationale et internationale l'idée de ce Simón Bolívar qui appelait par exemple à cette unité latino-américaine pour pouvoir opposer une nation développée comme contrepoids à la prétention du Nord dont les griffes se profilaient au-dessus de notre terre latino-américaine, l'idée de ce Bolívar qui, presque un pied dans la tombe, à Santa Marta, avait dit : « Les militaires doivent empoigner leur épée pour défendre les garanties sociales » ; l'idée de ce Bolívar qui avait dit que le meilleur système de gouvernement est celui qui procure la plus grande part de bonheur au peuple, la plus grande part de stabilité politique et de sécurité sociale.

Cette racine profonde, cette racine bolivarienne, est unie par le temps et par l'histoire même à Samuel Robinson ou Simón Rodríguez, que nous connaissons mal, nous les Latino-Américains, parce qu'on nous a dit dès notre enfance : « C'est le maître de Bolívar », et tout en est resté là, comme figé dans l'histoire, comme ce fou délirant qui est mort très vieux, déambulant comme le vent à travers les peuples d'Amérique latine.

Simón Rodríguez appelait les Américains méridionaux à faire deux révolutions : la révolution politique et la révolution économique. Ce Simón Rodríguez-là appelait à la construction d'un modèle d'économie sociale et d'économie populaire, et il a laissé pour tous les temps d'Amérique latine, comme un défi que nous devons relever, l'idée que l'Amérique latine ne pouvait continuer d'imiter servilement, mais qu'elle devait être originale, et il appelait à inventer ou à errer. Ce vieux fou, pour les bourgeois de l'époque, qui recueillait des enfants et qui, vieux et abandonné, disait : « Les enfants sont les pierres du futur édifice républicain. Venez ici polir les pierres pour que l'édifice soit solide et lumineux ! »

Nous, comme militaires, nous allons à cette recherche, et nous nous confortons dans notre conviction que l'armée vénézuélienne doit être de nouveau celle qu'elle avait été : une armée du peuple, une armée qui défende ce que Bolívar avait appelé les garanties sociales.

Ce serait là, comandante, un premier volet de travail bien adapté : l'année prochaine, pour le centenaire de la mort de José Martí, renforcer ce travail idéologique, ce binôme Bolívar-Martí, pour soulever l'émotion et l'orgueil des Latino-Américains.

L'autre volet de notre travail, pour lequel nous devons aussi resserrer les liens avec les peuples de Notre Amérique, c'est l'organisation.

En prison, nous recevions de nombreux documents sur la façon dont le peuple cubain s'était organisé après la victoire de la Révolution, et nous nous sommes attachés à organiser au Venezuela un immense mouvement social : le Mouvement bolivarien révolutionnaire 200, et, au-delà, nous avons invité l'année prochaine à la création du Front national bolivarien, et nous appelons les étudiants, les paysans, les aborigènes, les militaires qui comme nous, sont dans la rue, les intellectuels, les ouvriers, les pêcheurs, les rêveurs, tout le monde, à former ce front, un grand front social qui relève le défi consistant à transformer le Venezuela.

Personne ne sait au Venezuela ce qu'il peut se passer. Nous allons entrer par exemple, l'an prochain, en 1995, dans une année électorale ; en décembre, il y aura de nouvelles élections, illégales et illégitimes, marquées par une abstention - vous n'allez pas me croire - de 90 p. 100 en moyenne ! Autrement dit, 90 p. 100 des Vénézuéliens ne vont pas voter, parce qu'ils ne croient pas aux messages des hommes politiques, ils ne croient à presque aucun parti politique.

Nous aspirons cette année-ci, avec le Mouvement bolivarien, avec le Front national bolivarien, à polariser le Venezuela. Ceux qui vont voter - nous respectons les honnêtes gens, bien entendu, même si nous ne croyons pas aux élections - constituent un pôle ; l'autre pôle que nous allons alimenter, pousser et renforcer, c'est la demande populaire d'élections à une assemblée nationale constituante en vue de redéfinir les bases fondamentales de la République qui se sont effondrées : les bases juridiques, politique, économiques, et même morales du Venezuela se sont écroulées, et on ne va pas les réparer avec des rustines.

Bolívar le disait : « Les gangrènes politiques ne se soignent pas par des palliatifs. » Et au Venezuela, la gangrène est absolue, totale.

Une mangue mûrit quand elle est verte, mais une mangue pourrie ne mûrira jamais ; si vous avez une mangue pourrie, vous devez en récupérer le noyau et le semer pour qu'une nouvelle plante pousse. C'est ce qui se passe aujourd'hui au Venezuela. Ce système n'a aucun moyen de se rétablir lui-même.

Nous ne renonçons pas à la voie des armes au Venezuela, nous continuons d'avoir - et les enquêtes du gouvernement lui-même le disent - derrière nous plus de 80 p. 100 des militaires, de l'armée, de la marine, des forces de l'air et de la police.

Nous avons donc une force. Et pourtant, un pourcentage très élevé de Vénézuéliens, chers amis, environ 60 p. 100 - vous aurez du mal à le croire - vivent dans une pauvreté critique.

Incroyable, mais vrai : deux cents milliards de dollars se sont envolés au Venezuela en vingt ans. Où sont-ils ? me demandait le président Castro. Sur les comptes en banque à l'étranger de presque tous ceux qui sont passés au pouvoir au Venezuela, des civils et des militaires qui se sont enrichis à l'ombre du pouvoir.

Nous avons un énorme impact positif sur cette immense majorité de Vénézuéliens. Vous comprendrez qu'avec ces deux forces, nous sommes prêts à jouer notre va-tout en vue des changements qu'exige le Venezuela. Voilà pourquoi nous disons que nous ne renonçons pas à la voie des armes du peuple qui sont dans les casernes au cas où ce système politique décide, comme il semble l'avoir décidé, de se bloquer de nouveau et de chercher à manipuler et à tromper.

Nous demandons une assemblée constituante et l'année prochaine, je vous l'ai dit, nous allons pousser

à cette solution en tant que ressource stratégique à court terme.

C'est un projet à long terme, un projet à l'horizon de vingt ou quarante ans, un modèle économique souverain. Nous ne voulons pas continuer d'être une économie coloniale, un modèle économique d'appoint.

C'est un projet que nous avons lancé devant le monde vénézuélien sous le nom de Projet national Simón Bolívar, mais en tendant les bras au continent latino-américain et caribéen Un projet pour lequel il n'est pas aventureux de penser, du point de vue politique, à une association d'Etats latino-américains. Pourquoi ne pas y penser, alors que ç'a été le rêve original de nos libérateurs ? Pourquoi continuer de nous atomiser ? Voilà, sur le plan politique, ce que prétend ce projet qui n'est pas à nous ni original, qui a au moins deux cents ans.

Que d'expériences positives dans le domaine culturel, dans le domaine économique – dans cette économie de guerre où Cuba vit pratiquement – dans le domaine sportif, dans le domaine de la santé, dans la prise en considération des gens, dans la prise en considération de l'homme, qui est le premier objet de la patrie, le sujet de la patrie !

Dans ce domaine, ou dans ce troisième volet, le projet politique de transformation à long terme, nous tendons la main à l'expérience, aux hommes et aux femmes de Cuba qui pensent depuis des années à ce projet continental et qui le bâtissent.

Le siècle qui vient est pour nous le siècle de l'espoir. C'est notre siècle, le siècle de la résurrection du rêve bolivarien, du rêve de Martí, du rêve latino-américain.

Chers amis, vous m'avez fait l'honneur de vous asseoir avec moi pour écouter ces idées d'un soldat, d'un Latino-Américain lancé à fond et à jamais dans la cause de la révolution de Notre Amérique.

Il y avait là une pensée politique et économique révolutionnaire parfaitement structurée, cohérente, une stratégie et une tactique.

Bien avant qu'on ne puisse alors le penser, la révolution bolivarienne allait battre l'oligarchie à sa propre jeu pratiquement sans ressources et la convocation à l'assemblée constituante dont nous a parlé Chávez a eu lieu. Une profonde révolution commençait dans la glorieuse patrie de Bolívar.

Comme vous avez pu le constater, il l'avait déclaré en toute franchise durant son discours : nous ne renonçons pas à la voie des armes au Venezuela. Nous avons abordé ce point important durant les longues heures de conversations et d'échanges que nous avons eues durant sa visite.

Le dirigeant bolivarien a préféré la conquête du pouvoir sans effusion de sang. Il était toutefois très inquiet que l'oligarchie recoure de son côté au coup d'Etat avec la complicité de hauts gradés pour freiner le mouvement déclenché par les officiers rebelles le 4 février 1992.

Je me rappelle qu'il m'avait dit : notre ligne est d'éviter les situations graves et l'effusion de sang ; notre perspective est de créer des alliances de forces sociales et politiques, parce que nous pourrions lancer en 1998 une campagne vigoureuse en comptant sur une force électorale importante, sur le soutien de la population et de larges secteurs des forces armées, afin d'arriver au pouvoir par cette voie traditionnelle. Je crois que c'est notre meilleure stratégie.

Je n'oublie pas mon commentaire laconique, mais sincère : c'est une bonne voie.

Et ça s'est passé comme il l'avait dit : en 1998, le mouvement bolivarien, une alliance de forces patriotiques et de gauche créée et dirigée par lui, avec le soutien du peuple, la sympathie et la solidarité de la plupart des militaires, notamment des jeunes officiers, remporte une victoire électorale écrasante. Toute une leçon pour les révolutionnaires : il n'y a pas de dogmes ni de voies uniques. La

Révolution cubaine en a été une preuve.

Je suis aussi profondément convaincu depuis bien longtemps que, quand la crise arrive, les leaders surgissent. C'est ainsi que surgit Bolívar, lorsque l'occupation de l'Espagne par Napoléon et la montée au trône d'un roi étranger créèrent les conditions propices à l'indépendance des colonies espagnoles sur ce continent. C'est ainsi que surgit Martí, quand l'heure propice à l'éclatement de la Révolution d'indépendance sonna à Cuba. C'est ainsi que surgit Chávez, quand la terrible situation sociale et humaine au Venezuela et en Amérique latine prouvait que le moment de lutter pour la seconde indépendance, la vraie, était arrivé.

La bataille est maintenant plus dure, plus difficile. Un empire hégémonique sur une planète mondialisée, autrement dit la seule superpuissance ayant subsisté à la fin de la guerre froide et du conflit prolongé entre deux conceptions politiques, économiques et sociales foncièrement différentes, constitue un obstacle énorme à la seule chose qui pourrait préserver aujourd'hui non seulement les droits de l'être humain les plus élémentaires, mais même sa propre survie.

La crise que le monde traverse de nos jours n'est pas - et ne peut pas l'être - celle d'un pays, d'un sous-continent ou d'un continent : elle est aussi mondiale. Voilà pourquoi le système impérial et l'ordre économique qu'il a imposé au monde sont intenable. Les peuples décidés à lutter non seulement pour leur indépendance, mais aussi pour leur survie ne pourront jamais être vaincus, même s'il s'agit d'un seul peuple.

Il est impossible d'ignorer ce qu'il s'est passé à Cuba pendant presque un demi-siècle et les énormes avancées sociales, culturelles et humaines conquises par notre peuple malgré le blocus économique le plus prolongé dans les annales de l'histoire. Il est impossible d'ignorer ce qu'il s'est passé au Viet Nam. Il est impossible d'ignorer ce qu'il se passe aujourd'hui en Irak.

Ce qu'il se passe à présent au Venezuela en est un autre exemple impressionnant. Ni le coup d'Etat, ni le putsch pétrolier, ni le référendum de révocation avec le soutien de la quasi-totalité des médias, n'a pu empêcher la victoire écrasante du mouvement bolivarien puisque le NON a obtenu presque la moitié des voix le 15 août, ni un autre triomphe colossal aux élections régionales, avec vingt-trois de vingt-cinq postes de gouverneurs d'Etats, un fait sans précédent que le monde contemple avec étonnement et sympathie. La bataille s'est déroulée par ailleurs dans le cadre des normes et des règles imposées par l'empire pour affaiblir et diviser les peuples et imposer sa démocratie représentative, putride et discréditée.

Pour ne pas m'étendre, je ne parlerai pas d'autres questions très actuelles et importantes, dont notre exercice militaire stratégique Bastion 2004, expression de la décision résolue du peuple cubain de lutter comme il l'a fait pendant ces quarante-six années de création et de combat.

Permettez-moi seulement de vous dire qu'en un jour aussi symbolique et important que celui-ci, autrement dit le dixième anniversaire de la première rencontre de Chávez avec notre peuple, le Conseil d'Etat de la République de Cuba a décidé de lui décerner une seconde décoration. Il avait déjà reçu l'ordre José Martí, notre Héros national, inspirateur des combattants qui, au centenaire de sa naissance, voulurent prendre le ciel d'assaut et lancèrent la lutte pour l'indépendance définitive de Cuba.

Martí, admirateur de Bolívar, bolivarien jusqu'au bout des ongles, a partagé avec lui son rêve de libération et d'union des pays de Notre Amérique : « Je cours désormais tous les jours le risque de donner ma vie pour mon pays et pour mon devoir - puisque c'est ainsi que je le comprends et que j'ai assez de forces pour l'accomplir - qui est d'empêcher à temps, par l'indépendance de Cuba, que les Etats-Unis ne s'étendent dans les Antilles et ne retombent, avec cette force de plus, sur nos terres d'Amérique. Tout ce que j'ai fait à ce jour et tout ce que je ferai, c'est pour cela. » Voilà ce qu'il avait écrit quelques heures avant sa mort au champ d'honneur. Pour nous, Martí a été comme Sucre : au service de la liberté, il avait atteint par la pensée ce que le grand Maréchal d'Ayacucho avait atteint par sa glorieuse épée. Nous sommes fiers de penser que la Révolution cubaine apparaît victorieuse en

1959, soixante-trois ans après sa mort, les combattants portant ses idées comme drapeau.

Aujourd'hui, à l'ordre José Martí, remise au président de la République bolivarienne du Venezuela, nous ajoutons l'ordre Carlos Manuel de Céspedes, père de la Patrie, l'homme qui lança la première guerre d'Indépendance, le 10 octobre 1868, qui, propriétaire de terres et d'une sucrerie, affranchit ses esclaves qui y travaillaient le jour même où il se souleva les armes à la main contre le colonialisme espagnol.

Céspedes avait dit un jour de la grande patrie de Bolívar : « Le Venezuela, qui a frayé à l'Amérique espagnole la voie de l'indépendance et l'a parcourue glorieusement pour la conclure à Ayacucho, est notre illustre maître de liberté... »

Comme couronnement de cette cérémonie historique, en ce dixième anniversaire de la première visite de Chávez et de son discours au Grand Amphithéâtre de l'Université de La Havane, les deux gouvernements signeront ce soir une Déclaration conjointe sur l'ALBA, conception bolivarienne de l'intégration économique, et un accord bilatéral pour commencer à l'appliquer, qui feront histoire.

Hugo, tu as dit voilà dix ans que tu ne méritais pas les honneurs que tu recevais de ceux d'entre nous qui devinons en toi les qualités d'un grand révolutionnaire, après avoir eu connaissance de ton histoire, de ta conduite et de tes idées quand tu étais en prison à Yare.

Tes talents d'organisateur, tes enseignements auprès des jeunes officiers, ton courage et ta fermeté dans l'adversité, te rendaient dignes de ces honneurs-là et de bien d'autres.

Tu avais promis de revenir un jour après avoir atteint tes buts et réalisé tes rêves. Tu es revenu et tu l'as fait tel un géant, non seulement comme dirigeant de la révolution victorieuse de ton peuple, mais encore comme une personnalité internationale marquante, aimée, admirée et respectée par des millions et des millions de personnes dans le monde, en particulier par notre peuple.

Aujourd'hui, les honneurs mérités dont tu parlais et les deux décorations que nous t'avons remises nous semblent bien peu. Ce qui nous émut le plus, c'est que tu es revenu, comme tu l'avais aussi promis, pour partager tes luttes boliviennes et martiniennes avec nous.

Vivent Bolívar et Martí !

Vive la République bolivarienne du Venezuela !

Vive Cuba !

Que nos liens de fraternité et de solidarité durent à jamais !

Versiones Taquigráficas - Consejo de Estado

Source URL: <http://www.comandanteenjefe.com/fr/discursos/allocution-loccasion-de-la-remise-de-lordre-carlos-manuel-de-cespedes-au-president-du?height=600&width=600>

Liens

[1] <http://www.comandanteenjefe.com/fr/discursos/allocution-loccasion-de-la-remise-de-lordre-carlos-manuel-de-cespedes-au-president-du>